

Fourniture de kits de test mesurant l'exposition aux perturbateurs endocriniens et réalisation d'une analyse issue de ces mesures, dans le cadre du projet SCAPE

## Règlement de la consultation (RC)

Date limite de remise des plis

**28/04/2025 à 16h00**

Date limite de dépôt des questions

**17/04/2025 à 16h00**

Date limite de modification du DCE

**22/04/2025 à 16h00**

Procédure de passation

Appel d'offres ouvert

(Article R2124-2 1° - Code de la commande publique)

# 1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

## ■ Acheteur :

**Université de Tours** (UMR Nutrition Croissance Cancer) Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel  
Représentant : Président Université de Tours

Adresse :  
60 rue du Plat D'Etain – BP 12050  
37020 Tours Cedex 1  
Téléphone : 02 47 36 66 00  
Courriel : [commande-publique@univ-tours.fr](mailto:commande-publique@univ-tours.fr)  
Site internet : [www.univ-tours.fr](http://www.univ-tours.fr)

La personne en charge du dossier est : Morgane Poquin – Juriste marchés publics  
Service de la commande publique : [commande-publique@univ-tours.fr](mailto:commande-publique@univ-tours.fr)  
60 rue du Plat d'Etain, 37020 Tours cedex

## ■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Fourniture de kits de test mesurant l'exposition aux perturbateurs endocriniens et réalisation d'une analyse issue de ces mesures, dans le cadre du projet SCAPE**






*Le contrat porte sur les prestations suivantes :*






- Fourniture de kit de prélèvement : bracelet en silicone
- Réalisation de l'analyse des phtalates par un laboratoire accrédité NF ISO 17025 ou équivalent.
- Transmission des résultats sous format électronique (rapports individuels et compilation des données) avec comparaison des données sur la base d'une population française.

*Le projet fait l'objet d'un financement APR IR.*

Code CPV	Libellé CPV
71900000-7	Services de laboratoire
85148000-8	Services d'analyses médicales
38900000-4	Instruments divers d'évaluation ou de test

## ■ Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	<b>Fourniture de kits de test mesurant l'exposition aux perturbateurs endocriniens et réalisation d'une analyse issus de ces mesures, dans le cadre du projet SCAPE</b>		
 Acheteur	Université de Tours		
 Type de contrat	Marché ordinaire de services		
 Structure	Lot unique		
 Lieu d'exécution	Les kits devront être livrés aux adresses suivantes : <table border="1"><tr><td>1) Pascal Vaudin Inserm UMR1069 Nutrition, Croissance et Cancer Faculté de Médecine Bât. Dutrochet, 2ème étage 10 boulevard Tonnellé 37032 TOURS CEDEX (France)</td><td>2) Céline Dubourg UMR7355 – Immuno-NEuro Modulation Campus CNRS d'Orléans 3B rue de la Férollerie 45071 ORLEANS CEDEX 2 (France)</td></tr></table>	1) Pascal Vaudin Inserm UMR1069 Nutrition, Croissance et Cancer Faculté de Médecine Bât. Dutrochet, 2ème étage 10 boulevard Tonnellé 37032 TOURS CEDEX (France)	2) Céline Dubourg UMR7355 – Immuno-NEuro Modulation Campus CNRS d'Orléans 3B rue de la Férollerie 45071 ORLEANS CEDEX 2 (France)
1) Pascal Vaudin Inserm UMR1069 Nutrition, Croissance et Cancer Faculté de Médecine Bât. Dutrochet, 2ème étage 10 boulevard Tonnellé 37032 TOURS CEDEX (France)	2) Céline Dubourg UMR7355 – Immuno-NEuro Modulation Campus CNRS d'Orléans 3B rue de la Férollerie 45071 ORLEANS CEDEX 2 (France)		
	Les analyses seront réalisées dans les locaux du titulaire.		

	Délai	Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible
	Développement durable	Cf. article 6.2 du CCAP
	Pénalités de retard	Cf. article 8.1 du CCAP
	Variation des prix	Fermes
	Nature des prix	Prix forfaitaires

#### ■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : exécution des prestations techniquement plus difficile.

## 2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

#### ■ Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique).

En cas d'infructuosité de la présente consultation, l'Université de Tours se réserve la possibilité de recourir à l'article R2122-2 dudit Code.

#### ■ Planning prévisionnel de la consultation\* :

Le planning prévisionnel de la consultation est le suivant :

Les dispositifs de prélèvement (bracelets) sont attendus pour :

- Phase 1 : novembre 2025 (600 bracelets)
- Phase 2 : novembre 2026 (600 bracelets)

Les rapports d'analyses sont attendus pour :

- Phase 1 : fin février 2026
- Phase 2 : fin février 2027

#### ■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2727254&orgAcronyme=f2h>

#### ■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Lettre de candidature (DC1)
- Déclaration du candidat (DC2)
- Règlement de la consultation (RC)
- Acte d'engagement (AE)
- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard le 22/04/2025 des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

#### ■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### ■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2727254&orgAcronyme=f2h>

## 3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

### ■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

### ■ Variantes :

Les **variantes** à l'initiative des candidats, au même titre que les **prestations supplémentaires éventuelles**, ne sont pas autorisées.

### ■ Contenu des plis et conditions de participation :

#### CANDIDATURE :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
<b>Situation juridique</b>	
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
<b>Capacité économique et financière</b>	
<b>Capacité technique et professionnelle</b>	
<b>Capacité technique et professionnelle : minima exigés</b>	
Moyens humains	<i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</i>
Moyens techniques	<i>Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature</i>
Références fournitures et services	<i>Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique</i>
Titres d'études et professionnels	<i>Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché</i>
Certifications, normes et	<i>Le titulaire devra présenter une attestation d'accréditation à jour selon la norme NF ISO 17025 v 2017 ou équivalent avec une portée d'accréditation en lien avec</i>

Document	Descriptif
accréditations	<i>des prélèvements environnementaux (HP ENV).</i>

**Présentation des documents :** le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

#### OFFRE :

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
<b>Acte d'engagement</b>	Acte d'engagement de préférence signé électroniquement par une personne en capacité d'engager l'entreprise.
<b>Offre financière</b>	Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) dont <b>la rédaction totale incombe au candidat</b> . La DPGF devra reprendre l'ensemble des postes de dépenses nécessaires à la réalisation des prestations.
<b>Offre technique</b>	<p>Note méthodologique du candidat permettant de détailler :</p> <p><u>Sur la fourniture des bracelets :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le mode d'emploi d'utilisation du bracelet</li> <li>- L'accompagnement sur place au besoin</li> <li>- Dossier de validation concernant la stabilité des bracelets avant prélèvement</li> <li>- Dossier de validation concernant la stabilité des bracelets après prélèvement</li> </ul> <p><u>Sur la réalisation des analyses :</u></p> <p>Le candidat détaillera la méthode proposée pour la réalisation des analyses. Il devra justifier d'une expérience en nombre d'analyse au moins équivalente à la moitié du nombre d'échantillons prévus sur le projet (soit une base de données de minimum 600 échantillons à des fins de comparaison).</p>
<b>Documents complémentaires</b>	Tout document complémentaire que le candidat juge utile à la présentation et à la bonne compréhension de son offre

#### ■ **Modalités de remise des offres :**

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2727254&orgAcronyme=f2h>

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Contact : Université de Tours, BP 12050,  
60 rue du Plat d'Etain, Tours 37020, Tours Cedex 1

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

La signature n'est pas exigée à la remise des offres. Le contrat sera signé par le seul attributaire par voie papier ou de manière électronique.

En cas de signature papier, le candidat s'engage, s'il est attributaire, à signer manuscritement le contrat rematérialisé au format papier.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

En cas de signature électronique, le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

Pour plus d'informations sur les certificats : <https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>  
<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>

#### ■ Régularisation des propositions :

En cas de constatation que des pièces ou informations de candidature sont absentes ou incomplètes, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

## 4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

#### ■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
<b>1. Valeur technique (45 points)</b>	<p>Le critère de la valeur technique sera analysé au regard de la note méthodologique fournit par le candidat et selon la décomposition en sous-critères suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Ergonomie et l'utilisation du bracelet ainsi que taux d'erreur dans l'interprétation des mesures (15 pts)</li><li>▪ Pertinence de la méthodologie proposée pour l'analyse et moyens techniques mis en œuvre (15 pts)</li><li>▪ Qualité de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations (15 pts)</li></ul>
<b>2. Prix des prestations (40 points)</b>	<p>L'analyse du critère Prix se fera en fonction du montant total indiqué dans la DPGF, au moyen de la formule suivante :</p> <p><b>Note = (prix de l'offre la moins disante / prix de l'offre considérée) x 40</b></p> <p><i>Pour rappel, la rédaction de la DPGF incombe totalement au candidat. Aucune matrice ne sera fournie par l'Université.</i></p>
<b>3. Qualité de service (15 points)</b>	<p>Le critère de la qualité de service sera apprécié en fonction des éléments indiqués dans la note méthodologique et détaillant les moyens logistiques proposés pour la livraison et la réception des bracelets</p>

#### Modalités de calcul des notes :

Les sous-critères sont notés : **Sur la pondération.**  
Les critères sont notés : **Sur la pondération.**  
La note totale est notée : **Sur 100.**

#### Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. L'offre est rejetée en l'absence de justifications suffisantes après demande adressée par l'acheteur.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

#### ■ Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de justification du prix ou des coûts proposés assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

#### ■ Documents à produire par l'attributaire :

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Attestation d'assurance	Attestation d'assurance de responsabilité civile de l'entreprise en cours de validité
RIB	RIB émis par l'établissement bancaire compétent et mentionnant l'IBAN et le BIC

## 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard le 17/04/2025, leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2727254&orgAcronyme=f2h>

La réponse est adressée au plus tard le 22/04/2025 à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

#### ■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

**Tribunal Administratif d'Orléans**  
28 rue de la Bretonnerie  
45057 Orléans Cedex 1  
Téléphone : 02 38 77 59 00  
Courriel : [greffe.ta-orleans@juradm.fr](mailto:greffe.ta-orleans@juradm.fr)  
Télécopie : 02 38 53 85 16

**Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :**



L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

**Communication aux tiers :** Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

**Droits d'accès, de rectification, de suppression :** Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : [dpo@univ-tours.fr](mailto:dpo@univ-tours.fr) ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

**Durée de conservation des données personnelles :** Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)